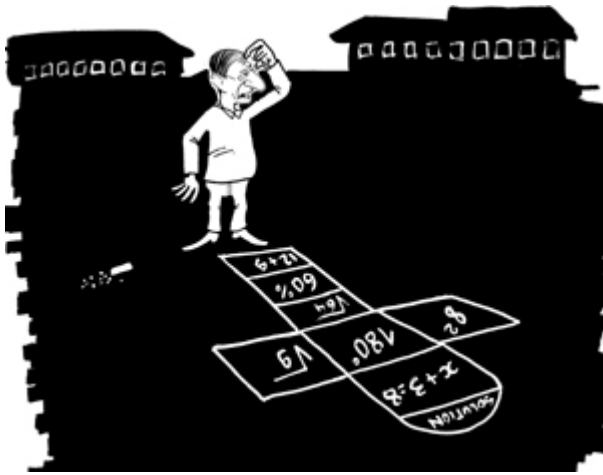


Sortie de crise ?



Ralentissement de l'économie hongroise, recul

inattendu de l'inflation et un forint qui joue au yoyo: c'est dans ce contexte que le parlement s'est réuni en session extraordinaire le 29 janvier dernier et que le Premier Ministre a présenté son nouveau plan macroéconomique. Un plan censé sortir la Hongrie du chaos dans lequel l'a plongée la crise mondiale.

Le budget de l'année 2009 commençait à peine à être appliqué quand la nécessité d'éventuelles corrections a refait surface, notamment à cause de prévisions de plus en plus pessimistes sur le déclin de l'économie hongroise et européenne. La mauvaise performance de la zone euro, en particulier celle de l'Allemagne, pèsent lourd sur la croissance en Hongrie, dont le PIB reste très dépendant des exportations en direction de l'Union européenne. Mais alors que les gouvernements européens prennent les devants pour aider leurs économies, la marge de manoeuvre des dirigeants hongrois est plutôt limitée. La politique fiscale a fixé un déficit budgétaire à 2,6 %, et même si ce chiffre pourrait être légèrement supérieur (ne dépassant tout de même pas les 3 % autorisés à Maastricht) l'accord du FMI contraint le gouvernement à une politique économique équilibrée.

La recette des pays occidentaux selon laquelle l'essentiel est d'injecter toujours plus de liquidités dans l'économie n'est donc pas un choix viable pour le gouvernement hongrois. D'autant plus que le budget pour l'année 2009 a été préparé avec un taux d'inflation estimé à 4 % mais les prévisions indiquent que ce dernier va plutôt

s'installer autour de 2 % et que les recettes de l'État, elles aussi, seront donc bien inférieures aux prévisions. Pour tenter de résoudre ces problèmes actuels, Ferenc Gyurcsány propose une vaste réforme du système des impôts et des allocations sociales. L'idée de ce nouveau plan macroéconomique serait de stimuler l'économie par la réduction de certains impôts et cotisations afin de permettre aux entreprises d'embaucher plus de personnes et aux citoyens de dépenser autant qu'avant.

Le paquet de mesures du Premier Ministre prévoit un dégrèvement d'un montant total de 1000 milliards de HUF. Il vise à alléger à la fois les fardeaux des individus et des entreprises. Ainsi, l'impôt sur le revenu des individus serait-il diminué et la taxe de solidarité (une somme complémentaire payée après les revenus élevés) serait supprimée. Du côté des entreprises, les changements permettraient aux employeurs de payer moins de cotisations patronales (à savoir: les différentes cotisations représentent environ 30 % du salaire brut qu'ils paient aux employés, c'est un taux extrêmement élevé par rapport aux autres pays). Ces allègements seraient financés en grande partie par l'augmentation de la TVA et par la révision à la baisse des exonérations fiscales. D'autre part, le gouvernement propose de réformer le système des prestations sociales: il taxerait par exemple les allocations familiales et ferait en sorte que seul ceux qui en ont vraiment besoin puissent toucher certaines sommes. Le Premier Ministre prévoit également d'introduire un impôt sur les grandes fortunes afin d'assurer toujours plus de recettes à l'État.

Toutes ces mesures sont attendues depuis très longtemps par les économistes mais, pour qu'elles puissent entrer en vigueur, le Premier Ministre devra les faire adopter par le Parlement. Les chiffres précis ne seront pas connus avant le 16 février, date à laquelle le gouvernement présentera son plan détaillé au Parlement. Le parti libéral (SZDSZ) revendique depuis longtemps le dégrèvement mais semble plus favorable à la diminution des dépenses budgétaires qu'à une éventuelle augmentation de la TVA. Quant à l'opposition, elle réclame toujours des élections anticipées puisqu'ils considèrent qu'une fois de plus, par la mauvaise gestion de la crise, le gouvernement est discrédité auprès des citoyens. L'adoption s'annonce donc difficile et il faut noter que ni la Commission européenne, ni le FMI ne conseillent le dégrèvement au gouvernement hongrois en soulignant que les choses pourraient mal tourner et mettre en péril les revenus de l'État. Toujours en contrepartie de le cadre de ses crédits, le FMI demande des rapports au gouvernement à la fin de chaque trimestre et même si, lors de sa dernière visite à Budapest, Dominique Strauss-Kahn s'est montré plutôt tolérant envers une éventuelle augmentation du

déficit budgétaire, les conditions fixées en octobre dernier doivent être respectées. Il faut voir que le ralentissement qui touche l'économie mondiale arrive au pire moment en Hongrie où, depuis les réformes fiscales de l'année dernière, certains secteurs crient famine. A cela s'ajoute le manque de compromis parmi les principaux partis politiques, et le sentiment d'angoisse que cela génère dans la population.

Anna Bajusz

•
Catégorie
Agenda Culturel